Visa : MF N° 364/4.2 DU 18/12/1997

ASSURANCE DES MARCHANDISES TRANSPORTEES PAR VOIE AERIENNE

CONDITIONS GENERALES

SOMMAIRE

CHAPITRE I : OBJET ET ETENDUE DU CONTRAT - DEFINITION
OBJET DU CONTRAT : ARTICLE 1
DEFINITIONS : ARTICLE 2
GARANTIES : ARTICLE 3
CHAPITRE II : EXCLUSIOINS
RISQUES EXCLUS DANS TOUS LES CAS : ARTICLE 4
RISQUES EXCLUS SAUF CONVENTION CONTRAIRE : ARTICLE 5
MARCHANDISES EXCLUES SAUF CONVENTION CONTRAIRE : ARTICLE 6
CLAUSE DU TITRE DE TRANSPORT : ARTICLE 7
CAPITRE III : EFFET DUREE ET LIEU DES RISQUES ASSURES
DUREE DE LA GARANTIE : ARTICLE 8
CESSATION ANTICIPEE DE LA GARANTIE : ARTICLE 9
CHAPITRE IV : FORMATION ET DUREE DU CONTRAT
FORMATION : ARTICLE 10
RISQUE NON COMMENCES DANS LES DEUX MOIS : ARTICLE 11
RESILIATION DU CONTRAT : ARTICLE 12
CHAPITRE V : VALEURS D'ASSURANCE
: ARTICLE 13
CHAPITRE VI : DROITS ET OBLIGATIONS DES PARTIES
DECLARATION DU RISQUE : ARTICLE 14
PRIME : ARTICLE 15
DECLARATION DU SINISTRE MESURES CONSERVATOIRES, SAUVETAGES, RECOURS : ARTICLE 16
SUBROGATION : ARTICLE 17
COASSURANCE : ARTICLE 18
CHAPITRE VII : CONSTATATIONS DES DOMMAGES ET PERTES
CONSTATATIONS CONTRADICTOIRES : ARTICLE 19
DELAI POUR LES CONSTATATIONS : ARTICLE 20
CHAPITRE VIII : REGLEMENTS DES DOMMAGES ET PERTES
MODE DE REGLEMENT : ARTICLE 21
DETERMINATION DU MONTANT DE L'INDEMNITE INCOMBANT A L'ASSUREUR : ARTICLE 22
DELAISSEMENT : ARTICLE 23
PAIEMENT DE L'INDEMNITE D'ASSURANCE : ARTICLE 24
PRESCRIPTION : ARTICLE 25
LIMITATION DES ENGAGEMENTS DES ASSUREURS CO-ASSUREURS : ARTICLE 26
CHAPITRE IX : COMPETENCE
: ARTICLE 27
CHAPITRE X : DISPOSITIONS AUX CONTRATS D'ABONNEMENT
GENERALITES : ARTICLE 28
DEFINITION DE LA GARANTIE : ARTICLE 29
OBLIGATION DU SOUSCRIPTEUR : ARTICLE 30
ACCUMULATION DES MARCHANDISES ASSUREES : ARTICLE 31
AVIONS TRANSPORTEURS : ARTICLE 32
CONTRAT A ALIMENTER : ARTICLE 33

CONTRAT D'ASSURANCE DES MARCHANDISES TRANSPORTEES PAR VOIE AERIENNE

CONDITIONS GENERALES

Le présent contrat est régi par le code des assurances promulgué par la loi 92-24 du 09 Mars 1992 ci-après dénommé le code, par la loi n°80-88 du 31 Décembre 1980 et son décret d'application n° 81-1596 du 24 Novembre 1981 pour autant qu'ils lui soient applicables, ainsi que par les conditions générales qui suivent, les conditions particulières et le formulaire de déclaration de risque qui en fait partie intégrante.

CHAPITRE - I : OBJET ET ETENDUE DU CONTRAT - DEFINITION

ARTICLE 1 : OBJET DU CONTRAT :

Le présent contrat a pour objet de garantir dans les conditions déterminées ci-après les marchandises remise, soit à des auxiliaires du transport pour être confiées à des transporteurs Aériens soit, directement à ces transporteurs en vue d'un Transport Aérien. Il les garantit en outre au cours du transport terrestre accessoire au transport aérien.

ARTICLE 2 : DEFINITIONS

Pour l'application du présent contrat, on entend par :

A / SOUSCRIPTEUR :
La personne physique ou morale signataire du présent contrat

B / ASSURE :
La personne qui, bénéficiaire de l'assurance, détient soit le présent contrat soit l'avenant de délégation d›assurance.

C / ASSUREUR

- Selon le cas soit l'entreprise d'assurance soit l'ensemble des entreprises d'assurances ayant souscrit le contrat. Dans ce dernier cas rengagement de chaque entreprise est limité à sa part fixée aux conditions particulières, et ce conformément aux dispositions de l'article 26 des présentes conditions.
- LA COMPAGNIE D'ASSURANCE ET DE REASSURANCE (SALIM)

D/SINISTRE

Toute réclamation formulée au titre d'événement résultant d'une même cause initiale entraînant la garantie de L'**ASSURANCES SALIM** conformément aux dispositions du contrat et dont la manifestation dommageable s'est révélée entre les dates de prise d'effet et de cessation du contrat.

E/ FRANCHISE

La part du sinistre indemnisable à la charge du souscripteur.

ARTICLE 3 : GARANTIES

1) PRINCIPAUX MODES D'ASSURANCES

Les marchandises couvertes par le présent contrat peuvent être assurées, soit aux conditions TOUS RISQUES » soit aux conditions « ACCIDENTS CARACTERISES » selon la mention portée aux conditions particulières.

A défaut de stipulation expresse, accordant la garantie « Tous risques » les marchandises sont assurées aux conditions « Accidents caractérisés ».

Toutefois, ces garanties ne sont accordées que sous réserve :

a - Des exclusions stipulées aux articles 4, 5 et 6 du présent contrat ;

b - De la limite de garantie indiquée aux conditions particulières ;

c - De la réduction proportionnelle prévue à l'article 17 du code.

Il demeure entendu que les marchandises

usagées et ou réexpédiées ne peuvent être assurées qu'aux conditions «Accidents caractérisés».

2) ASSURANCE «TOUS RISQUES»

Dans l'assurance « TOUS RISQUES » l'**assurances SALIM** garantit uniquement, dans les conditions ci-après déterminées, les dommages et pertes matériels ainsi que les pertes de poids ou de quantité, les disparitions et vols subis par les marchandises assurées.

Il est précisé que le manquant ou le vol de tout ou partie du contenu d'un colis n'est garanti que s'il est justifié que ce colis portait les traces non-équivoques d'une effraction commise pendant la durée de la garantie.

Ces traces doivent être constatées dans les formes indiquées au chapitre VII.

De même la disparition d'un ou plusieurs colis entiers n'est à la charge de l'assureur que si elle est prouvée par un certificat émanant du transporteur ou partout autre document établissant la non livraison définitive.

3) ASSURANCE « ACCIDENTS CARACTERISES »

Dans l'assurance « Accidents caractérisés », L'**ASSURANCES SALIM** garantit uniquement, dans les conditions ci-après déterminées, les dommages et pertes matériels ainsi que les pertes de poids ou de quantité subis par les marchandises assurées par suite de la réalisation de l'un des événements limitativement énumérés ci-après :

Ecrasement, bris, perte, ou naufrage de l'avion transporteur, collision de cet avion avec un autre avion ou avec un corps fixe, mobile ou flottant ; naufrage échouement, abordage, collision du bateau au cours du transport fluvial accessoire; déraillement, heurt, renversement , chute ou bris du véhicule au cours du transport terrestre accessoire, incendie, explosion, écroulement de bâtiment, ponts, tunnels ou autres ouvrages d'art, affaissement soudain et fortuit de la chaussée, chute d'arbres, ruptures de digues ou de conduites d'eau, éboulement, avalanche, foudre Inondation, débordement de fleuves ou de rivières, débâcles de glace, raz de marée, cyclone ou trombe caractérisés , éruption volcanique et tremblement de terre.

4) DISPOSITIONS COMMUNES AUX DEUX MODES D'ASSURANCE

Sont également aux risques de l'**assurances SALIM**, les frais exposés par suite d'un risque couvert en vue de préserver les marchandises assurées d'un dommage ou d'une perte matérielle garantie par le contrat ou de les limiter.

5) Sous réserves des dispositions contraires de la loi 80 - 88 du 31 Décembre 1980 et de son décret d'application n° 81 - 1596 du 24 Novembre 1981 les parties contractantes demeurent libres de convenir de tout autre mode d'assurance.

CHAPITRE II : EXCLUSIONS

ARTICLE 4 : RISQUES EXCLUS DANS TOUS LES CAS

Le présent contrat ne couvre pas

A - Les dommages et les pertes subis par les marchandises assurées par suite de:

- Faits ou fautes de l'assuré ou de tout autre bénéficiaire de l'assurance, de leurs préposés représentants ou ayants droit ;
- Vice propre, insuffisance de conditionnement emballage inapproprié au transport effectué, imperfection des marques ou des numéros de colis.

B - La freinte normale de route

C - L'influence de la température, sauf celle provenant de la dépressirusation accidentelle de l'aéronef.

D - Les amendes confiscations, mises sous - séquestre, les conséquences quelconques de contrebande et de commerce prohibé ou clandestin.

E - Les préjudices résultant de :

- Retards dans l'expédition ou l'arrivée des marchandises assurées :
- Prohibition d'exportation ou d'importation
- Obstacles apportés à l'exploitation ou à l'opération commerciale du souscripteur.

F - Les frais de magasinage, de séjour, ainsi que tous les frais autres que ceux visés au deuxième alinéa du paragraphe n°1 de l'article 3.

G - Les pertes et dommages ainsi que tous autres préjudices résultant d'indications ou d'instructions erronées ou insuffisantes, données aux transporteurs ou aux auxiliaires de transport par l'assuré, l'expéditeur le destinataire leurs préposés, représentants, ou ayants droit ainsi que ceux résultant des interventions des mêmes personnes dans les opérations de déplacement ou de transport de la marchandise assurée, à moins qu'il ne s'agisse de mesures conservatoires prises à la suite de la réalisation d'un risque couvert.

H - Les dommages causés par les marchandises assurées à d'autres biens ou à des personnes.

I - Les dommages et pertes dûs aux effets directs ou indirects, d'explosion de dégagement de chaleur, d'irradiation provenant de transmutations de noyaux d'atomes ou de radioactivité ainsi que les sinistres dûs aux effets de radiations provoquées par l'accélération artificielle de particules.

ARTICLE 5 : RISQUES EXCLUS SAUF CONVENTION CONTRAIRE

Sauf convention contraire et prime

spéciale stipulées, aux conditions particulières, sont exclus les dommages et pertes consécutifs aux risques suivantes :

A - Guerre civile ou étrangère, hostilités, représailles torpilles mines et tous autres engins de guerre et généralement tous accidents et fortunes de guerre ainsi que tous actes de sabotage ou de terrorisme ayant un caractère politique ou se rattachant à la guerre.

B - Piraterie, captures, prises, arrêts, saisies contraintes, molestations ou détentions par tous gouvernements et autorités quelconques ; Emeutes, mouvements populaires, grève lock-out et autres faits analogues.

Lorsque ces risques ne sont pas couverts par le contrat, le souscripteur doit prouver que le sinistre résulte d'un fait autre que le fait de guerre étrangère.

Il appartient à l'assureur de prouver que le sinistre résulte du fait de la guerre civile, d'émeutes ou de mouvements populaires.

ARTICLE 6 : MARCHANDISES EXCLUES SAUF CONVENTION CONTRAIRE

Sauf convention contraire et surprime stipulées aux conditions particulières, sont exclues de la garantie les marchandises ci-après énumérées :

A - Bijoux, pierres précieuses, perles, orfèvrerie, monnaie, métaux précieux, billets de banque, actions, obligations, coupons, titres et valeurs de toute espèce;

B - Fourrures, objet d'art, de sculpture ou de peinture, antiquités objet de collection, documents et échantillons dont la valeur intrinsèque est sans rapport avec le prix de leurs constituants ;

C - Animaux vivants denrées et produits périssables ;

D - Colis postaux même avec leur valeur déclarée.

Sauf convention contraire les emballages sont exclus de la garantie de l'Assurances SALIM,

ARTICLE 7 : CLAUSE DU TITRE DE TRANSPORT

L'**Assurances SALIM** accepte les conséquences des clauses des titres de transport en tant qu'elles sont reconnues valables par la loi, à l'exception de celles qui auraient pour effets d'exonérer les transporteurs en tout ou en partie, de leur responsabilité légale en raison d'une déclaration sciemment inexacte du souscripteur, de l'expéditeur ou de leurs représentants ou ayants droit quant à la nature ou à la valeur de la marchandise.

CHAPITRE III : EFFET - DUREE ET LIEU DES RISQUES ASSURES

ARTICLE 8 : DUREE DE LA GARANTIE

La garantie de l'**Assurances SALIM** prend

effet au moment où les marchandises assurées conditionnées pour l'expédition quittent le magasin au point extrême de départ du voyage indiqué aux conditions particulières et cesse au moment où elles entrent dans les magasins du destinataire ou de ses représentants ou ayants droit au lieu de destination du dit voyage. Sont considérés comme magasins du destinataire, de ses représentants ou ayants droit, tous lieux quelconques où ils font déposer les marchandises à leur arrivée.

La garantie de l'**Assurances SALIM cessera à l'expiration d'un délai de quinze Jours** à compter de la date de l'arrivée de l'avion transporteur à l'aéroport de destination. Ce délai peut être réduit pour certaines marchandises qui seront fixées aux conditions particulières.

Toutefois, moyennant surprime et convention spéciales, la garantie pourra être prolongée au delà des quinze jours prévus au 2ème alinéa du présent article jusqu'à rentrée des marchandises dans les magasins tels que définis ci-avant.

Les risques à la charge de l'Assurances SALIM demeurent couverts sous réserves des exclusions stipulées aux articles 4, 5 et 6 sans surprime, en cas d'escale directe avec ou sans transbordement, et éventuellement avec surprime en cas d'escale ou immobilisation forcée ou de chargement forcé de route, de voyage d'aéronef ou d'utilisation forcée de tout autre moyen de transport.

ARTICLE 9 : CESSATION ANTICIPEE DE LA GARANTIE

Toute prise de livraison des marchandises garanties effectuée par le souscripteur, par l'expéditeur, par le destinataire ou leurs représentants ou ayants droit avant le moment où les risques doivent se terminer normalement aux termes du présent chapitre, fait cesser la garantie de l'Assurances SALIM.

CHAPITRE IV
FORMATION ET DUREE DU CONTRAT

ARTICLE 10 : FORMATION

Le contrat est parfait dés sa signature par les parties, l'**Assurances SALIM** peut dès lors, en poursuivre l'exécution. Il produit ses effets à compter de la date et de l'heure fixées aux conditions particulières.

Le contrat est souscrit :

a) Pour les contrats au voyage:

Pour la durée du voyage précisée aux conditions particulières.

b) Pour les contrats d'abonnement :

Pour la durée prévue aux conditions particulières.

Lorsque la police est souscrite pour une durée d'un an ou plus, elle se reconduit tacitement d'année en année.

ARTICLE 11 : RISQUE NON COMMENCES DANS LES DEUX MOIS

Le contrat ne peut produire aucun effet si après deux mois de la date de la souscription aucune déclaration d'aliment n'a été faite à l'assureur, à moins qu'un autre délai n'ait été convenu expressément. Cette disposition n'est applicable aux contrats d'abonnement que pour le premier avis d'aliment.

ARTICLE 12 : RESILIATION DU CONTRAT

Le contrat peut être résilié avant sa date d'expiration normale dans les cas et conditions ci-après :

1 - PAR L'ASSURE OU L'ASSUREUR :

L'assuré ou le souscripteur a le droit de résilier le contrat tous les ans à l'échéance sous préavis d'au moins deux mois avant sa date d'expiration.

La notification de la résiliation se fait soit par voie d'huissier notaire soit par lettre recommandée avec accusé de réception. La résiliation peut être notifiée à l'**Assurances SALIM** au moyen d'une déclaration faite à ses bureaux contre récépissé.

L'Assureur dispose également dans les mêmes conditions de délai et de forme de ce droit de résiliation (article 5 du Code).

2 - PAR L'ASSUREUR

A - En cas de non paiement des primes (article 11 du Code) ;

B - Dans les cas d'aggravation des risques mentionné aux conditions particulières (article 9 du Code)

C - En cas de réticence ou de fausse déclaration du risque à la souscription ou en cours de contrat (article 8 du Code)

3 - PAR LE SOUSCRIPTEUR :

A - En cas de diminution du risque en cours de contrat, si l'**Assurances SALIM** refuse de réduire la prime en conséquence (Article 9 du Code)

B - En cas de majoration de la prime par l'Assurance SALIM (Article 9 du Code)

4 - DE PLEIN DROIT

En cas de réquisition des marchandises assurées, dans les cas et conditions prévus par la législation en vigueur.

Nonobstant la résiliation, la garantie reste acquise à toute marchandise pour laquelle cette garantie a commencé à courir et jusqu'à sa livraison au destinataire conformément à l'article 8 sauf dans les cas visés au paragraphe 4 du présent article.

CHAPITRE V : VALEURS D'ASSURANCE

ARTICLE 13

La valeur assurée déclarée par le souscripteur qui doit être justifiée en cas de sinistre constitue la limite de garantie de l'assureur. Elle ne peut excéder la plus élevée des sommes

déterminées comme il est indiqué ci-après :

1) Soit, par le prix de revient des marchandises assurées au lieu de destination majoré du profit espéré forfaitairement limité à 20% sauf convention contraire.

2) Soit par la valeur à destination à la date d'arrivée déterminée par les cours usuellement publiés par les pouvoirs publics ou les groupements qualifiés.

3) Soit, par les dispositions figurant au contrat de vente d'origine.

4) Soit, moyennant convention et surprime spéciale pour la valeur de remplacement lorsqu'il s'agit de bien manufacturé, à condition qu'il soit en outre justifié du remplacement effectif par la production des factures correspondantes.

CHAPITRE VI : DROITS ET OBLIGATIONS DES PARTIES

ARTICLE 14 : DECLARATION DU RISQUE

Le souscripteur est tenu sous peine des sanctions prévues à l'article 8 du code :

a) De répondre légalement et avec précision à toutes les questions consignées dans le formulaire de déclaration du risque par lequel l'assureur l'interroge lors de la conclusion du contrat, sur les circonstances qui sont de nature à lui faire apprécier les risques qu'il prend en charge. Cette déclaration doit être faite à l'**Assurances SALIM** à la souscription ;

b) De déclarer par lettre recommandée les circonstances nouvelles intervenues en cours de contrat rendant inexactes les réponses portées au formulaire de déclaration du risque. La déclaration doit être faite à l'**Assurances SALIM** préalablement à la modification si celle- ci résulte du fait de l'assuré et dans les autres cas dans un délai de huit jours à partir du moment où il en a eu connaissance.

L'**Assurances SALIM** peut en cours de contrat augmenter la prime en cas d'aggravation du risque telle que si les circonstances nouvelles avaient existé à la souscription ou au renouvellement il n'aurait pas contracté ou ne l'aurait fait que moyennant une prime d'assurance plus élevée.

Lorsque le souscripteur n'accepte pas l'augmentation qui lui a été proposée,

« l'**Assurances SALIM** » a le droit de résilier le contrat trente jours à compter de la date de notification de la demande d'augmentation faite au souscripteur par lettre recommandée avec accusé de réception. Ce délai doit être mentionné dans la dite lettre de notification,

Toutefois l'**Assurances SALIM** ne peut plus se prévaloir de l'aggravation des risques quand après avoir été informé de quelque manière que ce soit il a accepté le maintien du contrat d'assurance aux mêmes conditions notamment en continuant à recevoir les primes d'assurances ou en payant après un sinistre une indemnité.

Toute assurance même stipulée sur bonnes

ou mauvaises nouvelles, faite après l'arrivée des objets assurés ou du véhicule de transport ou après un événement les concernant, est nulle, si la nouvelle en était parvenue par un moyen quelconque avant la conclusion du contrat, au lieu où il a été signé, ou au lieu où se trouvaient l'assuré ou l'**Assurances SALIM**, même a des tiers inconnus d'eux, et sans qu'il an besoin d'administrer aucune preuve directe de connaissance acquise de la nouvelle par l'Assuré ou par l'**Assurances SALIM**.

En cas de diminution des risques en cours de contrat, le souscripteur a le droit de demander une diminution de la prime d'assurance. Lorsque l'**Assurances SALIM** n'accepte pas la demande de diminution le souscripteur a le droit de résilier le contrat trente jours à compter de la date de la notification de la demande de diminution par lettre recommandée avec accusé de réception ou par déclaration faite contre récépissé aux bureaux de l'**Assurances SALIM**. En cas de résiliation l'assureur doit restituer au souscripteur la portion de prime d'assurance afférente à la période pendant laquelle le risque n'a pas été couru.

ARTICLE 15 : PRIME

La prime doit être acquittée d'avance comme indiqué aux conditions particulières. Elle est payable soit au siège social de l'**Assurances SALIM** soit chez l'un de ses représentants indiqués au contrat. Toutefois elle peut être payable au domicile de l'assuré ou à tout autre lieu convenu dans les cas et conditions fixés par l'arrêté de Monsieur le Ministre des finances du 02 Janvier 1993 fixant les modalités d'application de l'article 6 du Code des Assurances.

Les taxes, droits et impôt, dont la récupération n'est pas interdite, existant ou pouvant être établis, sont à la charge du souscripteur et sont payables dans les mêmes conditions que la prime.

ARTICLE 16 : DECLARATION DU SINISTRE, MESURES CONSERVATOIRES, SAUVETAGES, RECOURS

1) En cas de sinistre susceptible de mettre en jeux la garantie du présent contrat, le souscripteur ou l'assuré est tenu sous peine de déchéance, sauf cas fortuit ou de force majeur, de donner avis au siège de l'**Assurances SALIM** ou à son représentant des dommages dès qu'il en a eu pris connaissance au plus tard dans les deux jours ouvrés en cas de vol et dans les cinq jours œuvres dans tous les autres cas.

2) Tous droits réciproquement réservés, le souscripteur doit et l'**Assurances SALIM** peut prendre, requérir ou provoquer toutes mesures conservatoires, veiller ou procéder au sauvetage des marchandises assurées sans qu'on puisse opposer à l'assureur d'avoir fait acte de propriétaire ou d'avoir reconnu le principe de sa garantie.

L'**Assurances SALIM** peut notamment procéder à toutes recherches, exercer tous recours et pourvoir lui même en cas de nécessité à la réexpédition

des marchandises assurées à leurs destinations, le souscripteur devait lui prêter son plein concours notamment en lui fournissant tous documents et renseignements utiles en son pouvoir pour aider à l'exécution de ces mesures.

3) Le souscripteur ou l'assuré, ses préposés, représentants ou ayants droit doivent également prendre en temps utile toutes mesures nécessaires pour conserver éventuellement au profit de l'**Assurances SALIM** ses droits et recours contre le transporteur et tous autres tiers responsables et prêter à L'**Assurances SALIM** leur concours sans réserve pour engager, le cas échéant, les poursuites nécessaires.

4) L'Assuré est responsable dans la mesure du préjudice causé à l'**Assurances SALIM**, de sa négligence ou de celle de l'expéditeur du destinataire de leurs préposés, représentants ou ayants droit, à prendre les mesures conservatoires prévues au présent article.

5) Toute indemnité reçue de toute personne responsable et devant profiter à l'assuré, à l'expéditeur, au destinataire ou à leur représentant ou ayant droit, viendra en déduction des sommes dues par l'**Assurances SALIM**, dans la proportion des intérêts respectifs de chacun.

ARTICLE 17 : SUBROGATION

L'**Assurances SALIM** qui a payé l'indemnité d'assurance est subrogé dans tous les droits et recours de l'assuré contre toutes personnes responsables dans les conditions de l'article 21 du Code.

ARTICLE 18 : COASSURANCE

Si le présent contrat est souscrit auprès de plusieurs entreprises d'assurances l'assureur apériteur est habilité à recevoir au nom de tous les assureurs les primes et les documents relatifs à sa gestion.

CHAPITRE VII
CONSTATATIONS DES DOMMAGES ET PERTES

ARTICLE 19 : CONSTATATIONS CONTRADICTOIRES

Les réceptionnaires sont tenus de s'adresser, pour les constatations, aux commissaires d'avaries ou experts dont le nom est indiqué aux conditions particulières aux fins d'une expertise amiable. L'**Assurances SALIM** est en droit de rejeter la réclamation lorsque les constatations n'ont pas été faites comme il est dit à l'alinéa précédent.

Les constatations effectuées en accord avec le réceptionnaire, par le commissaire d'avaries ou par l'expert désigné par eux ont entre les parties, la portée d'une expertise amiable contradictoire, dont le but est de déterminer la nature , la cause et l'importance des dommages et pertes.

Les parties ont le droit de demander, dans les quinze jours qui suivent l'expertise, une contre expertise amiable ou judiciaire, à laquelle il devra être procédé contradictoirement entre elles. L'intervention du commissaire d'avaries

a toujours lieu sous réserves des clauses et conditions du contrat.

ARTICLE 20 : DELAI POUR LES CONSTATATIONS

Les réceptionnaires sont tenus, **sous peine d'irrécevabilité de la réclamation,** sauf cas fortuit ou de force majeure, de provoquer les constatations prévues au premier alinéa de l'article 19 dans le délai de 15 jours à compter de la date de l'arrivée de l'avion transporteur à l'aéroport de destination.

Cependant lorsque par convention, la garantie de l'assureur est prolongée au-delà du délai de 15 jours prévu au deuxième alinéa de l'article 8, le délai pour les constatations est lui-même prolongé d'autant. Les délais prévus aux deux alinéas qui précèdent sont prolongés de 3 jours francs pour les dommages et pertes survenus moins de 3 jours avant l'expiration de ces délais.

CHAPITRE VIII : REGLEMENTS DES DOMMAGES ET PERTES

ARTICLE 21 : MODE DE REGLEMENT :

Dans tous les cas engageant la garantie de l'**Assurances SALIM**, le règlement sera établi séparément sur chaque colis, s'il fasse ou non partie d'un fardeau, d'une palette, d'un conteneur ou d'autre ensemble.

ARTICLE 22 : DETERMINATION DU MONTANT DE L'INDEMNITE INCOMBANT A L'ASSUREUR

1) L'importance des avaries constatées, ainsi qu'il est dit à l'article 19, est déterminée par comparaison entre la valeur qu'auraient eue les marchandises assurées à l'état sain au lieu de destination et leur valeur en état d'avarie, le taux de dépréciation ainsi obtenu devant être appliqué sur leur valeur d'assurance.

La valeur des marchandises avariées peut également être déterminée au moyen d'une vente publique décidée entre les parties.

Dans l'un et l'autre cas la comparaison entre les valeurs à l'état sain et les valeurs en état d'avarie doit être faite sur la base de ces valeurs à l'entrepôt si la vente ou l'expertise a eu lieu à l'entrepôt, à l'acquitté si la vente ou l'expertise a eu lieu à l'acquitté.

2) Au cas où les marchandises contenues dans un ou plusieurs colis composent un même tout et où l'assureur juge utile de renvoyer aux lieux de fabrication tout ou partie de ces marchandises, avariées ou non, les risques afférents aux voyages de retour et de réexpédition, ainsi que les frais de transport et de réparation sont à la charge de l'assureur. Si les avaries constatées sont elles-mêmes à sa charge, alors même qu'il serait tenu de payer, tant pour frais que pour avaries une somme supérieure à la valeur assurée.

Il n'est pas dérogé aux autres dispositions du présent contrat ni à la règle proportionnelle dans le cas où les marchandises seraient assurées pour une somme inférieure à leur valeur réelle conformément à l'article 17 du Code.

ARTICLE 23 : DELAISSEMENT

1) Le délaissement des marchandises assurées peut être fait dans les seuls cas suivants :

a) En cas de perte sans nouvelles du véhicule de transport, et après trois mois à compter de la date des dernières nouvelles le concernant, la perte sera, dans les rapports entre les parties, réputée s'être produite à la date de ces nouvelles. Le souscripteur est tenu de justifier la date de départ du véhicule et sa non arrivée. S'il est apporté par les circonstances un obstacle à la transmission normale des nouvelles, le délai ci-dessus ne courra pas et le délaissement ne sera pas recevable tant que durera cet empêchement.

b) Dans le cas où indépendamment de tous frais quelconques, le montant à la charge de l'**Assurances SALIM** des dommages ou pertes matériels résultant d'un événement couvert et déterminé comme il est dit aux articles 19 à 22 atteint au moins les trois quarts de la valeur assurée.

2) Le délaissement transfère à l'**Assurances SALIM** la propriété des marchandises assurées à charge par lui de payer la totalité de la somme assurée et les effets de ce transfert remontent entre les parties au moment où le souscripteur notifie à l'assureur sa volonté de délaisser. L'**Assurances SALIM**, sans préjudice du paiement de la somme assurée dispose d'un délai de trente jours à compter de la notification pour refuser le transfert de propriété.

ARTICLE 24 : PAIEMENT DE L'INDEMNITE D'ASSURANCE

Les indemnités dues par l'**Assurances SALIM** sont payables au comptant trente jours au plus tard, après remise complète des documents justificatifs cités aux conditions particulières, au porteur de ces documents et contre remise de l'original du contrat ou de l'avenant d'application d'assurance. Ce document pourra être restitué par l'**Assurances SALIM** après mention du paiement effectué.

Lors du paiement de la somme incombant à l'**Assurances SALIM**, toutes primes dûes par le souscripteur sont compensées avec l'indemnité due par l'**Assurances SALIM**.

Les sommes non versées produisent intérêts, de plein droit, aux taux de l'intérêt légal, tel qu'il est fixé par la législation en vigueur, à compter de la date à laquelle ces sommes sont devenues exigibles jusqu'au paiement intégral (article 10 du Code des Assurances).

ARTICLE 25 : PRESCRIPTION

Les actions nées du présent contrat d'assurance se prescrivent pour deux ans dans les conditions prévues aux articles 14 et 15 du Code.

ARTICLE 26 : LIMITATION DES ENGAGEMENTS DES ASSUREURS - CO-ASSUREURS

1) Lorsque l'assurance a été souscrite par plusieurs sociétés d'assurances, il n'existe aucune solidarité entre elles.

Chacune d'elles n'est engagée sur le montant de l'indemnité leur incombant, qu'au prorata de la somme couverte par elle sur les marchandises assurées, qui constitue, dans tous les cas, la limite de ses engagements.

2) Cependant lorsque le présent contrat fait l'objet d'une co-assurance, l'assuré se libère valablement des obligations lui incombant aux termes du contrat en les accomplissant auprès de l'apériteur seul.

CHAPITRE IX : COMPETENCE

ARTICLE 27

En ça de contestation sur l'exécution du présent contrat, le tribunal compétent sera le tribunal de l'un des lieux indiqués à l'article 13 du code.

CHAPITRE X : DISPOSITIONS AUX CONTRATS D'ABONNEMENT :

ARTICLE 28 : GENERALITES

Les articles précédents sont également applicables aux contrats d'abonnement sous réserve des dispositions complémentaires ou des dérogations ci-après :

ARTICLE 29 : DEFINITION DE LA GARANTIE

Dans les contrats d'abonnement, la garantie de l'**Assurances SALIM** est acquise suivant celle des deux formules ci-après dont mention est faite aux conditions particulières.

1 - CONTRAT A APPLICATION OBLIGATOIRE (GARANTIE AUTOMATIQUE)

La garantie s'applique à toutes les expéditions répondant aux critères définis aux dites conditions particulières et effectuées depuis la prise d'effet du contrat et pendant toute la durée de celui-ci.

2 - CONTRAT A APPLICATION FACULTATIVE (GARANTIES PAR VOYAGE)

La garantie ne s'applique qu'aux expéditions pour lesquelles une déclaration d'aliment a été faite à l'**Assurances SALIM** dans les conditions prévues à l'article 30 paragraphe 2° et 3° faute de quoi la déclaration n'est pas valable.

ARTICLE 30 : OBLIGATION DU SOUSCRIPTEUR

1 - CONTRAT A APPLICATION OBLIGATOIRE (GARANTIE AUTOMATIQUE)

Le souscripteur est tenu de déclarer en aliment pour la durée du contrat toutes les expéditions répondant aux critères définis aux conditions particulières effectuées pour son propre compte ou pour le compte des tiers qui lui auraient régulièrement donnés mandat de pourvoir à l'assurance.

Les déclarations d'aliments doivent être faites à l'**Assurances SALIM** au plus tard pour les expéditions effectuées par le souscripteur dans les trois jours francs de l'envoi et pour les autres expéditions, dans les trois jours francs de la réception par lui de l'avis d'envoi. L'**Assurances SALIM** peut toujours exiger la production des livres et de la correspondance du souscripteur pour vérifier si celui-ci s'est conformé aux obligations ci-dessus.

2 - CONTRAT A APPLICATION FACULTATIVE (GARANTIE PAR VOYAGE)

Les déclarations d'aliments doivent être faites à l'**Assurances SALIM** avant remise des marchandises à l'entreprise qui doit les acheminer sur leur destination.

3 - DISPOSITIONS COMMUNES :

Toute déclaration d'aliment doit comporter tous les renseignements nécessaires à l'appréciation du risque, notamment, la nature des marchandises transportées, leur emballage, leur valeur d'assurance, les moyens de transport utilisés les points de départ et de destination. Si le souscripteur n'est pas encore en possession de tous ces renseignements au moment de la déclaration, il doit faire dans les délais prévus au présent article 1/ 2ème alinéa et 2°/ une déclaration provisoire qu'il devra compléter dès qu'il aura recueilli les dits renseignements.

ARTICLE 31 ACCUMULATION DES MARCHANDISES ASSUREES

Le plein maximum souscrit par expédition et par avion constitue la limite des engagements de l'**Assurances SALIM**. En cas d'accumulation des marchandises assurées pour quelque cause que ce soit, dans un lieu quelconque avant rembarquement à l'aéroport de départ ou après le débarquement à l'aéroport de destination, l'assureur ne peut être engagé pour une somme supérieure à ce plein maximum.

Les marchandises qui, à l'insu du souscripteur seraient chargées sur un vol autre que le vol désigné sur la lettre de transport aérien ou qui seraient transportées soit avant soit après le départ de l'avion demeureront valablement assurées, alors même que de ce fait, le plein maximum énoncé par avion se trouverait dépassé, il en sera de même en cas d'accumulation, à l'insu du souscripteur dans tout autre lieu que les lieux prévus à l'alinéa précédent.

ARTICLE 32 : AVIONS TRANSPORTEURS

Les taux de prime fixés ne s'appliquent, en ce qui concerne les trajets aériens, qu'aux chargements effectués sur des avions exploités en lignes régulières. Par avion exploité en ligne régulière, il faut entendre celui qui appartient à une compagnie aérienne qui le met habituellement et régulièrement à la disposition des usagers suivant des itinéraires déterminés et à des dates fixées à l'avance.

Des primes spéciales sont à fixer pour tous chargements effectués sur d'autres avions.

ARTICLE 33 : CONTRAT A ALIMENTER :

Les contrats à alimenter sont régis par les mêmes dispositions que les contrats d'Abonnement.

LE SOUSCRIPTEUR **L'ASSUREUR**

NOTICE REGLE PROPORTIONNELLE DE CAPITAUX

Cher Client,

Afin de respecter l'article 17 du Code des Assurances, nous attirons votre aimable attention que votre contrat comporte la règle proportionnelle de capitaux.

QU'EST-CE QUE LA REGLE PROPORTIONNELLE DE CAPITAUX ?

C'est le principe en vertu duquel, s'il résulte de l'estimation des experts que la valeur réelle, telle que définie aux Conditions Générales de la chose assurée excède, au jour du sinistre, la somme garantie, vous seriez considéré comme restant votre propre assureur pour l'excédent et supporterez une part proportionnelle du dommage. C'est-à-dire :

Si vous garantissez des marchandises pour une somme inférieure à sa valeur réelle, vous ne serez indemnisé, en cas de sinistre couvert, que dans le rapport :

$$\frac{\textbf{Valeur assurée sur le bien}}{\textbf{Valeur réelle du bien}}$$

EXEMPLE D'APPLICATION DE LA REGLE PROPORTIONNELLE DE CAPITAUX

Supposons des marchandises d'une valeur de 10.000 Dinars (DT), assurées pour une somme insuffisante de 5.000 Dinars (DT)

A/ Hypothèse de sinistre partiel ayant causé des dommages estimés, par exemple, à 2.000 Ors.

L'indemnité est calculée comme suit :

$$\text{Dommages} \times \frac{\text{Capital Assuré}}{\text{Valeur Réelle}}$$

$$\text{soit : } 2.000 \text{ DT} \times \frac{5.000 \text{ DT}}{10.000 \text{ DT}} = 1.000 \text{ DT}$$

d'où une perte non indemnisée de 1.000 Drs

ASSURE

B/ Hypothèse du sinistre total.

(Les dommages s'élèvent donc à 10.000 DT)

$$\text{Indemnité} = 10.000 \text{ Drs} \times \frac{5.000 \text{ DT}}{10.000 \text{ DT}}$$

$$= 5.000 \text{ DT}$$

d'ou une perte non indemnisée de 5.000 Drs

ASSURANCES SALIM